

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 38.376/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 2 mai 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la publicité des actes et documents des associations sans but lucratif et des fondations privées et fixant la date d'entrée en vigueur visée à l'article 290 de la loi-programme du 27 décembre 2004", a donné le 23 mai 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Préambule

L'alinéa 1^{er} du préambule vise plus particulièrement l'article 26*novies* inséré par l'article 39 de la loi du 2 mai 2002 dans la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, puis modifié par l'article 69, 1°, de la loi du 16 janvier 2003. Cet article n'a toutefois trait qu'aux formalités de publicité imposées aux seules associations sans but lucratif belges.

L'article 26*octies* inséré par l'article 38 de la loi du 2 mai 2002 dans la loi du 27 juin 1921, précitée, puis modifié par l'article 69 de la loi du 16 janvier 2003 et par l'article 275 de la loi-programme du 27 décembre 2004, impose également de telles formalités aux associations sans but lucratif valablement constituées à l'étranger conformément à la loi de l'État dont elles relèvent et qui ouvrent un centre d'opération en Belgique, en rendant applicables à ces centres d'opération certaines des dispositions de l'article 26*novies*.

L'article 40 de la loi du 2 mai 2002 insère également dans la loi du 27 juin 1921, précitée, de nouveaux articles 31 et 45; le premier est modifié par l'article 69, 1°, de la loi du 16 janvier 2003 et par l'article 279 de la loi-programme du 27 décembre 2004 dont l'entrée en vigueur est fixée par l'article 8 du projet. Ces articles 31 et 45 règlent les formalités de publicité applicables aux fondations, en ce compris celles valablement constituées à l'étranger conformément à la loi de l'État dont elles relèvent et qui ouvrent un siège d'opération en Belgique.

.../...

Enfin, l'article 51 inséré par l'article 41 de la loi du 2 mai 2002 dans la loi du 27 juin 1921, précitée, et modifié par l'article 285 de la loi-programme du 27 décembre 2004, dont l'entrée en vigueur est fixée par l'article 8 du projet, règle les formalités de publicité auxquelles sont soumises les associations internationales sans but lucratif. L'article 289 de la loi-programme du 27 décembre 2004, dont l'entrée en vigueur est fixée par l'article 8 du projet, abroge, quant à lui, l'article 58 de la loi du 27 juin 1921, précitée, qui rend cet article 51 applicable aux associations internationales poursuivant un but non lucratif d'utilité internationale valablement constituées à l'étranger conformément à la loi de l'État dont elles relèvent et qui ouvrent en Belgique un siège d'opération.

L'alinéa 1^{er} du préambule doit donc viser spécialement, outre l'article 26^{novies}, les articles 26^{octies}, 31, 45 et 51, en mentionnant, par la seule indication de leur date, les lois précitées qui en déterminent la teneur.

Comme l'article 8 du projet tend à procurer exécution à l'article 290, alinéa 3, de la loi-programme du 27 décembre 2004, celle-ci sera visée dans un nouvel alinéa 2 rédigé comme suit :

"Vu la loi-programme du 27 décembre 2004, notamment l'article 290, alinéa 3;"

Un alinéa 3 sera inséré dans le préambule afin d'y viser également l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la publicité des actes et documents des associations sans but lucratif et des fondations privées, modifié par celui du 12 juillet 2004, puisque l'objet du projet est d'y apporter de nouvelles modifications.

Dispositif

Article 4

L'article 4 du projet tend à compléter l'énumération des données constituant l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 26 juin 2003, précité, et appelle dès lors une observation similaire à celle formulée au sujet de cette disposition dans l'avis 35.551/2, donné le 5 juin 2003 sur le projet duquel est issu cet arrêté.

.../...

Les données faisant l'objet de l'inscription requise par la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions sont exhaustivement énumérées à l'article 6, § 1^{er}, de cette loi; le Roi peut toutefois, conformément au paragraphe suivant du même article, "après avis du comité de surveillance visé à l'article 27 et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, compléter les données énumérées au paragraphe 1^{er} par d'autres données nécessaires à l'identification des entreprises ou d'intérêt commun à plusieurs services publics". Les dispositions précitées de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations sont, quant à elles, étrangères à cette inscription dans le registre des personnes morales de la Banque-Carrefour des Entreprises.

Il s'ensuit que les incertitudes déjà relevées dans l'avis 35.551/2, précité, quant à la légalité de l'article 3, § 1^{er}, du projet devenu l'arrêté royal du 26 juin 2003 affecteraient encore ce paragraphe après ajout à l'alinéa 2 des trois données visées par le texte en projet à l'article 4, dans la mesure où l'énumération des données formant cet alinéa ne se concilie pas avec celle de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 13 janvier 2003, précitée.

Article 6

Selon l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 juillet 2004 modifiant l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la publicité des actes et documents des associations sans but lucratif et des fondations privées :

"Dans l'article 6, § 2, de l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la publicité des actes et documents des associations sans but lucratif et des fondations privées, le chiffre «6» est remplacé par le chiffre «5»."

L'article 6 du projet, qui a pour objet la même rectification, doit par conséquent être omis.

.../...

Annexes

1. En tant qu'elles comportent demande d'inscription ou d'inscription modificative dans le registre des personnes morales de la Banque-Carrefour des Entreprises, les formules (les formulaires ?), dont les modèles sont annexés au projet, suscitent des réserves similaires à celles formulées sous l'article 4.

2. Sous réserve de l'observation 1, les formules (les formulaires ?) I et II visées à l'article 7 doivent être présentées sous forme d'annexes à l'arrêté en projet. Toute annexe doit porter la mention qu'elle constitue une annexe à l'arrêté avec indication de son intitulé. Les annexes doivent porter, in fine, la mention "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ... relatif à ..." et être revêtues des mêmes date et signature que celles figurant sur le texte auquel elles sont annexées.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.376/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 2 mei 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 juni 2003 op de openbaarmaking van akten en stukken van verenigingen zonder winstoogmerk en van private stichtingen en tot de vaststelling van de datum van inwerkingtreding bepaald in artikel 290 van de programmawet van 27 december 2004", heeft op 23 mei 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Het eerste lid van de aanhef verwijst bepaaldelijk naar artikel 26*novies*, ingevoegd bij artikel 39 van de wet van 2 mei 2002 in de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, nadien gewijzigd bij artikel 69, 1°, van de wet van 16 januari 2003. Dit artikel heeft evenwel alleen betrekking op de formaliteiten inzake openbaarmaking die alleen worden opgelegd aan de Belgische verenigingen zonder winstoogmerk.

Artikel 26*octies*, dat bij artikel 38 van de wet van 2 mei 2002 is ingevoegd in de voormelde wet van 27 juni 1921 en nadien gewijzigd is bij artikel 69 van de wet van 16 januari 2003 en bij artikel 275 van de programmawet van 27 december 2004, legt zulke formaliteiten eveneens op aan de verenigingen zonder winstoogmerk die op geldige wijze in het buitenland zijn opgericht overeenkomstig de wet van de Staat waartoe zij behoren en die in België een centrum van werkzaamheden openen in het arrondissement, door sommige bepalingen van artikel 26*novies* toepasselijk te maken op die centra van werkzaamheden.

Artikel 40 van de wet van 2 mei 2002 voegt in de voormelde wet van 27 juni 1921 ook nieuwe artikelen 31 en 45 in; het eerste wordt gewijzigd bij artikel 69, 1°, van de wet van 16 januari 2003 en bij artikel 279 van de programmawet van

.../...

27 december 2004, waarvan de inwerkingtreding wordt vastgesteld in artikel 8 van het ontwerp. Die artikelen 31 en 45 regelen de formaliteiten inzake openbaarmaking die van toepassing zijn op stichtingen, met inbegrip van die welke op geldige wijze in het buitenland zijn opgericht overeenkomstig de wet van de Staat waartoe zij behoren en die in België een zetel van werkzaamheden openen.

Artikel 51 ten slotte, ingevoegd bij artikel 41 van de wet van 2 mei 2002 in de voormelde wet van 27 juni 1921 en gewijzigd bij artikel 285 van de programmawet van 27 december 2004, waarvan de inwerkingtreding wordt vastgesteld in artikel 8 van het ontwerp, regelt de formaliteiten inzake openbaarmaking die gelden voor internationale verenigingen zonder winstoogmerk. Artikel 289 van de programmawet van 27 december 2004, waarvan de inwerkingtreding wordt vastgesteld in artikel 8 van het ontwerp, heft zijnerzijds artikel 58 op van de voormelde wet van 27 juni 1921, dat dit artikel 51 toepasselijk verklaart op internationale verenigingen die een niet-winstgevend doel van internationaal nut nastreven en die op geldige wijze in het buitenland zijn opgericht overeenkomstig de wet van de Staat waartoe zij behoren en die in België een zetel van werkzaamheden openen.

Het eerste lid van de aanhef moet dus behoudens naar artikel 26novies, inzonderheid verwijzen naar de artikelen 26octies, 31, 45 en 51 en moet de voornoemde wetten, die er de inhoud van bepalen, vermelden met alleen opgave van de datum ervan.

Aangezien artikel 8 van het ontwerp ertoe strekt uitvoering te geven aan artikel 290, derde lid, van de programmawet van 27 december 2004, moet naar deze wet worden verwezen in een nieuw tweede lid, luidende :

"Gelet op de programmawet van 27 december 2004, inzonderheid op artikel 290, derde lid;"

In de aanhef dient een derde lid te worden ingevoegd opdat daarin eveneens wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 26 juni 2003 op de openbaarmaking van akten en stukken van verenigingen zonder winstoogmerk en van private stichtingen, gewijzigd bij dat van 12 juli 2004, aangezien het doel van het ontwerp erin bestaat daarin nieuwe wijzigingen aan te brengen.

.../...

Dispositief

Artikel 4

Artikel 4 van het ontwerp strekt ertoe de opsomming van de gegevens, die artikel 3, § 1, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 26 juni 2003 vormt, aan te vullen; bij dit artikel behoort bijgevolg een soortgelijke opmerking te worden gemaakt als die welke gemaakt is in verband met die bepaling in advies 35.551/2, gegeven op 5 juni 2003 over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan dat besluit.

Van de gegevens die vermeld moeten worden bij de inschrijving, vereist bij de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen wordt een exhaustieve opsomming gegeven in artikel 6, § 1, van deze wet; de Koning kan evenwel, overeenkomstig de volgende paragraaf van hetzelfde artikel, "na advies van het in artikel 27 bedoelde toezichtcomité en bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de in §§ 1 opgesomde gegevens aanvullen met andere gegevens vereist voor de identificatie van ondernemingen of van gemeenschappelijk belang voor meerdere overheidsdiensten". De voormelde bepalingen van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen hebben hunnerzijds niets van doen met die inschrijving in het rechtspersonenregister van de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Daaruit volgt dat de onzekerheden waarop reeds is gewezen in het voormelde advies 35.551/2, in verband met de wettigheid van artikel 3, § 1, van het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 26 juni 2003, voor die paragraaf nog zouden gelden na toevoeging, in het tweede lid, van de drie gegevens die in de in artikel 4 ontworpen tekst worden vermeld, in zoverre de opsomming van de gegevens die dat lid vormt, niet overeen te brengen is met die van artikel 6, § 1, van de voormelde wet van 13 januari 2003.

Artikel 6

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 juli 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 juni 2003 op de openbaarmaking van akten en stukken van verenigingen zonder winstoogmerk en van private stichtingen luidt als volgt :

"In artikel 6, § 2, van het koninklijk besluit van 26 juni 2003 op de openbaarmaking van akten en stukken van verenigingen zonder winstoogmerk en van private stichtingen wordt het cijfer ««6»» vervangen door het cijfer ««5»»."

Artikel 6 van het ontwerp, dat dezelfde rectificatie beoogt, moet bijgevolg vervallen.

Bijlagen

1. In zoverre zij een aanvraag om inschrijving of om wijziging van de inschrijving in het rechtspersonenregister van de Kruispuntbank van Ondernemingen bevatten, geven de formulieren waarvan de modellen bij het ontwerp zijn gevoegd, aanleiding tot een soortgelijk voorbehoud als dat wat gemaakt is onder artikel 4.

2. Onder voorbehoud van opmerking 1, moeten de formulieren I en II, waarnaar wordt verwezen in artikel 7, voorgesteld worden als bijlagen bij het ontworpen besluit. Op iedere bijlage moet vermeld worden dat ze een bijlage is bij het besluit, met opgave van het opschrift daarvan. Elke bijlage moet, in fine, het volgende vermelden : "Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ... betreffende ..." en dezelfde datum en handtekening dragen als die welke voorkomen in de tekst waarbij ze worden gevoegd.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS